

Grand Débat National : compte rendu du débat local organisé par le Collectif citoyen de Mions le 23 février 2019 de 9h30 à 12h30



COLLECTIF CITOYEN DE MIONS
7-9 allée du Château, 69780 MIONS

Présentation des conditions du débat. 38 présents.

.... En tant que collectif citoyen, nous considérons que ce Grand Débat National est une opportunité à saisir. Opportunité qui donne à chaque citoyen qui le souhaite la possibilité de s'exprimer sur les sujets qu'il jugera les plus importants pour lui, sa famille, sa commune et le pays.... Le Collectif Citoyen n'est en aucun cas, le porte parole d'un mouvement ou Parti Politique, il n'est que l'expression de citoyens qui souhaitent apporter leur pierre à l'édifice de la démocratie....

A- La transition écologique

Constat : nous sommes des grands gaspilleurs : en consommation, en déplacement et en communication

1 - Transports en commun

- Déplacement : constat, sur un déplacement à pieds de 1 km, on a croisé pour venir 100 voitures, 10 piétons et un bus vide
- Il faut mieux organiser les transports en commun, (fréquences, augmenter des plages horaires du soir, gratuité). Développer le train là où il est possible.

Pour inciter le consommateur, la gratuité peut être mise en place (expériences déjà conduites dans certaines villes), mais cela implique une déresponsabilisation des utilisateurs et des dégradations. On peut envisager une petite participation financière du consommateur pour une plus grande implication.

2 - Covoiturage

Il faut **organiser le covoiturage**. Il y a bien des applications pour les longs trajets, mais pas pour les **petites distances**. L'administration pourrait l'organiser.

Il pourrait être gratuit, si le chauffeur pouvait rouler dans des couloirs réservés (exemple : utiliser la bande d'arrêt d'urgence).

Se proposer de faire du covoiturage aux personnes qui attendent le bus.

3 - Augmentation des parkings relais

- Il faudrait qu'ils soient **cofinancés par l'État et les Collectivités locales** (région et Sytral) et non par la commune qui en subit les nuisances.
- Mettre en place des **navettes rapides** pour relier les stations de métro, tramways, trains...
- **Parkings relais** surveillés pour les vélos (électriques) – Voir exemple Japon -

4/ Gestion de l'eau

- **Récupération de l'eau de pluie** dans des cuves (récupération individuelle et collective).

5 - Recyclage :

Nous consommons tout ce qui génère des ordures. Progrès dans le recyclage mais pas suffisant individuellement. On a la capacité intellectuelle pour **développer le recyclage** du plastique et d'autres contenants. Chacun doit faire des efforts dans ce sens (éducation (parents et école), incitation...

6 - Pour les véhicules, polémique sur les moteurs diesel, mais la **voiture électrique a ses limites** (batterie, production de l'électricité et problème de prises pour les voitures des personnes habitant les immeubles).

7 - Utilisation des moyens de communication (téléphone portable, internet...) nécessitent de l'énergie et des batteries (fabrication chinoise) et des serveurs grand consommateurs d'énergie. **Réflexe citoyen**.

8 - Panneaux solaires

Ils pourraient être mis sur les toits des grandes surfaces, des bâtiments publics, en tant que mur anti bruit le long des autoroutes,

Mais les panneaux sont fabriqués en chine...

9 - Isolation des maisons permet de faire des **économies de chauffage**, ce qui permet de libérer des fonds pour acheter un vélo électrique pour faire du déplacement petite distance.

10 - Acheter plus local (AMAP, marché bio, producteurs locaux...)

Globalement : toutes ces mesures sont destinées à éviter le gaspillage. Elles ont un coût (panneaux, transports gratuits, recyclage, etc...), mais ce coût serait récupéré par les économies sur la santé. Donc un financement assuré. Mais tout ceci ne peut se faire s'il n'y a pas un engagement personnel.

B - Fiscalité et dépenses publiques

1 - Réduire les dépenses sociales mais pas toutes car celles-ci évitent aux gens en grande difficulté de se retrouver dans la rue. Ne pas opposer les pauvres aux pauvres.

Si on supprime les cotisations sociales, on va vers la privatisation (ex : les USA où le coût des soins sont hors de prix). Ne pas confondre impôt et cotisations sociales.

L'aide sociale ne peut pas diminuer à cause du vieillissement de la population : maintien à domicile, coût des EHPAD, mais aussi des retraites et du coût de la santé.

2 - Baisser l'assistanat

Mais l'assistanat pour les gens en grande difficulté s'appelle la solidarité

3 - Pas de dépense sans faire une analyse du retour sur investissement (gain). Garder à l'esprit que certaines dépenses relèvent de la **solidarité**.

4 - Strict contrôle des budgets

Rôle/efficacité de la cour des comptes : rendre obligatoire l'application des recommandations de la cour des comptes. Établir un calendrier de suivi.

5 - Limiter les déplacements des gouvernants : utiliser les moyens modernes de communication (télétravail) ;

6 - Tout le monde doit payer des impôts : identité et responsabilité (tout le monde profite des infrastructures)

7 - Imposition sur les revenus en % non pas par tranches

Pourtant, le système actuel d'imposition sur le revenu est très progressif

8 - Taxer les transactions financières à but spéculatif (achat et vente de capitaux dans un laps de temps très court).

9 - Cotisation chômage payée par les employeurs devrait être basée sur le ratio chiffre d'affaires/nombre de salariés.

10 - Utilisation des terrains propriété de l'état (militaire) pour la construction de logements locatifs. A terme, cela permettrait de baisser les loyers.

11 - Obliger les propriétaires qui vendent des terrains agricoles, à payer une part de la viabilisation.

12 - Transparence et contrôle des dépenses des élus

Aujourd'hui les députés doivent justifier toutes leurs dépenses. Il faut au moins l'étendre aux sénateurs

13 - Ne plus changer les réglementations fiscales aussi fréquemment : coût élevé et difficile à gérer notamment par les PME, et manque de visibilité pour les particuliers => nécessité de faire des réserves pour la retraite.

14 - Trop d'écarts entre les salaires les plus bas et les salaires les plus hauts. Il faudrait revaloriser les plus bas salaires : que le SMIC brut devienne le SMIC net. Ce sont les salaires les plus bas qui font les travaux les plus pénibles. En contrepartie, la baisse des hauts salaires compenserait.

15 - Diminuer la fiscalité ne relance pas forcément la croissance. La suppression de l'ISF (remplacé par l'IFI) n'a pas relancé la croissance. Pour cela, il faudrait une contrepartie mesurable.

Si on supprime tous les impôts qui rapportent globalement 4 milliards d'euros, l'État peut se priver d'une grande quantité de recettes.

16 - On attend tout de l'État, il faut trouver beaucoup d'argent donc lever des impôts. Par exemple, imposer les ventes d'œuvres d'Art.

17 - Suppression des APL pour les remplacer par une « aide à la pierre » au lieu d'une « aide à la personne » (ce qui augmenterait la construction de logements et permettrait d'avoir des loyers accessibles à tous),

18 - Supprimer les subventions aux écoles privées : mais un discours contraire justifie l'école privée parce que l'école publique n'arrive pas à se réformer, à offrir un enseignement de qualité. Il est vrai que l'existence d'un choix entre école publique ou privée creuse les différences sociales (peu de mixité sociale dans une école privée).

C - Démocratie et citoyenneté

1 - Rajeunir la constitution de 1958 (60 ans)

Réfléchir avec les moyens de communication dont on dispose maintenant

2 - Utilisation de plus d'outils informatiques pour que chaque citoyen puisse donner son avis et ses propositions (démocratie représentative et participative)

3 - Droit de vote : important, qu'il faut préserver mais tous les candidats sortent du même moule. Il ne faut pas toujours attaquer les politiques. La difficulté des postes implique, de fait, une professionnalisation.

Les hommes politiques sont le reflet de ce que l'on veut qu'ils soient. Ils doivent avoir une vision à long terme.

La démocratie « Face book » fait peur. Il faudrait des élections qui prennent en compte un vote proportionnel pour un quart, par exemple : le vote proportionnel intégral ne peut pas fonctionner et aboutirait à une instabilité gouvernementale (comme sous la 4ème république).

Comment faire pour avoir moins d'abstention ? Prendre en compte le vote blanc. Mais comment ?

RIC (référéndum d'initiative citoyenne) : Mécanisme déjà prévu dans la constitution mais procédure très encadrée qui n'a jamais permis de le mettre en place concrètement. Dans un référendum, en général, les Français ne répondent pas à la question. Ils votent contre, mais pas pour.

4 - Acheter plus « local » (pour le maintien du commerce local)

5 - Suppression de la loi Pleven au nom de la liberté d'expression (l'incitation à la haine par des propos ou des écrits tenus en public est une infraction pénale depuis 1972 (loi Pleven)

Non, les injures ou propos racistes ne sont pas tolérables.

6 - Pédagogie sur le code de la route. Faire de la sécurité routière non pas en fixant arbitrairement la vitesse à 80 km/h sur toutes les routes secondaires mais en faisant de l'éducation/information en se servant du service public de la télé pour faire des spots d'information sur le code de la route, sur la conduite à avoir dans les conditions réelles de circulation, sur les comportements « citoyen » à adopter dans les conditions de circulation difficiles.

7 - Procédure de vote à l'Assemblée Nationale : interdiction de voter une loi si la moitié des membres de l'Assemblée Nationale ne sont pas présents (augmentation de la CSG votée avec 57 présents sur 577 inscrits).

D - Organisation de l'État et des services publics

1 - Non cumul d'une rémunération d'un poste avec une retraite (Hauts fonctionnaires) . Il faut choisir et limiter le recyclage des Hommes Politiques (par exemple au Conseil Constitutionnel). Réduire dans le temps, les avantages dédiés aux anciens présidents de la république.

2 - Cumul des mandats ou des fonctions à interdire. Le nombre de sénateurs est trop important, les français ne les connaissent pas, ne les élisent pas, c'est un corps électoral qui semble ne servir à rien. Mais, attention à ne pas supprimer les contre pouvoirs, utiles dans certains cas, et c'est le prix de la démocratie.

3 - Redéfinir le rôle des deux assemblées (AN et Sénat) et surtout celui du CESE (Conseil Économique Social et Environnemental).

4 - Diminuer le nombre de communes en les regroupant pour meilleure utilisation du budget et des moyens (économie)
Suppression des communes au profit d'une organisation par « canton »
⇒ Favoriser la décentralisation : ne conserver que deux échelons, la commune et la région (revoir l'utilité des départements)

5 - Pour une équité financière entre communes : calculer le budget communal en fonction du nombre des habitants (même valeur par habitant pour toutes les communes)

6 - Nécessité d'avoir un statut de l' élu, pour attirer de nouveaux talents : actuellement, 600 000 élus dont une grande majorité sont bénévoles ou peu indemnisés. Besoin de réformer les campagnes électorales pour éviter le gâchis. Interdire l'affichage ailleurs que sur les panneaux électoraux (affiches pouvant être financées par les communes). Moins de tracts, à remplacer par des réunions publiques

7 - Vraie pénalisation des villes qui refuse la mixité sociale (HLM, pavillon)

8 - Les prisons coûtent chères : demander aux prisonniers de travailler

Remplacer par des travaux d'intérêt général / Généraliser le bracelet électronique

Prisons éducatives pour les jeunes / Légaliser le cannabis

9 - Rythmes scolaires à revoir (niveau moyen en baisse) – Vacances à mieux répartir -

10 - L'Europe

Trop d'Europe, les Pays ont perdu de leur indépendance

Non, l'Europe est au contraire trop faible pour imposer les mêmes règles dans tous les pays (pas d'uniformité en matière fiscale et sociale). Un pouvoir politique européen est indispensable pour faire face à la Chine ou à d'autres puissances mondiales.

La sortie de l'Europe serait une catastrophe : voir Brexit

11 - Contrôle des chaînes TV ?

Plus de pédagogie autour des programmes. Ne pas chercher à ne faire que du sensationnel.

Mais on a suffisamment de chaînes pour avoir des informations variées si on le souhaite.

L'usage de la télé se réduit au profit des tablettes ou téléphones. L'information est de plus en plus volatile.

12 - Simplification administrative : trop de normes imposées par des Lobbys

